POINT DE MIRE

la réorganisation

Numéro 23 • février 2011

Message de la ministre

Chers collègues et amis,

C'est une époque fascinante pour le secteur des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle en Ontario.

Bon nombre d'entre vous ont suivi l'évolution de notre réorganisation au cours de ces six dernières années. Nous avons franchi une première étape importante avec la fermeture des trois derniers établissements pour adultes ayant une déficience intellectuelle. Nous avons ensuite adopté une nouvelle loi en matière de services aux personnes ayant une déficience intellectuelle en Ontario.

Cette année, nous poursuivons sur notre lancée avec la création de neuf points de contact régionaux pour les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle dans toute la province. Ces points de contact, qui seront connus officiellement sous le nom de Services de l'Ontario pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, sont une étape majeure dans notre réorganisation globale. Ils constituent des éléments déterminants de notre vision d'un système de services aux personnes ayant une déficience intellectuelle plus juste, plus équitable et plus viable.

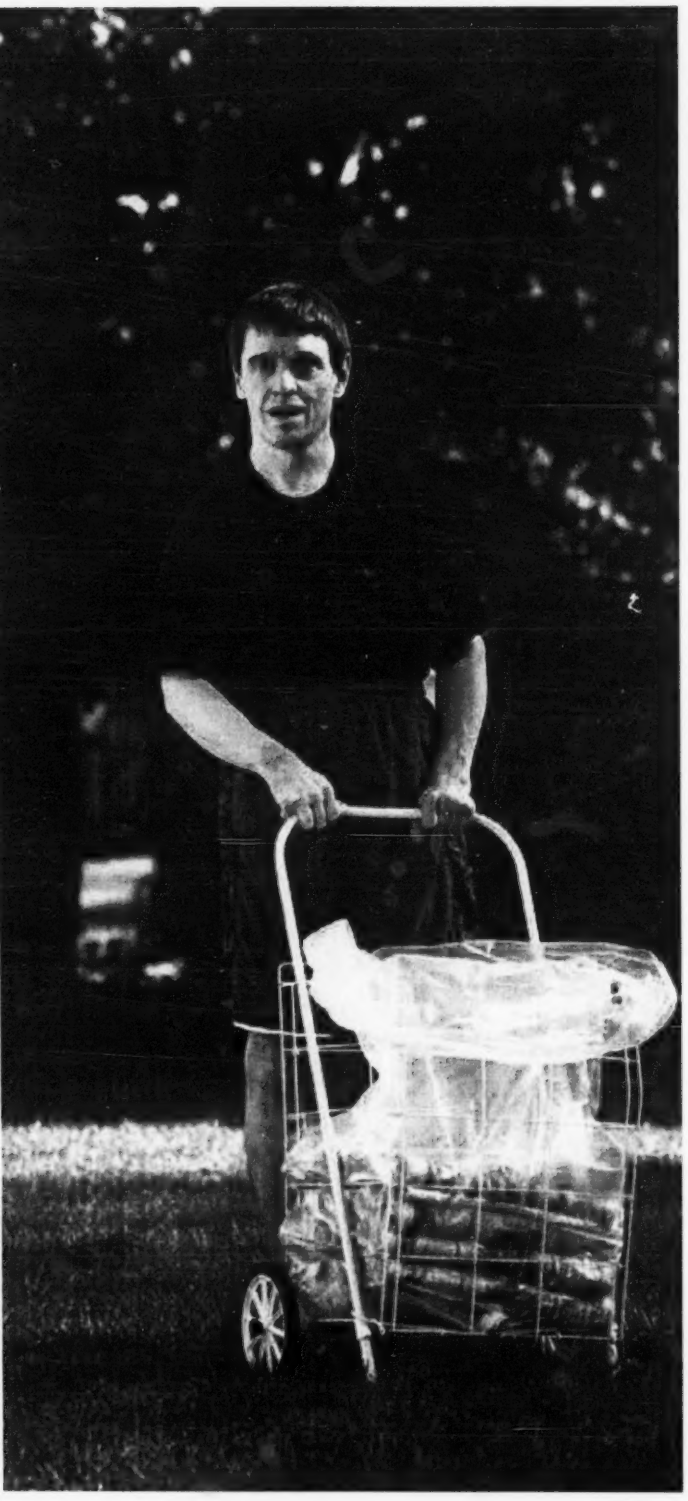
Outre l'ouverture de ces points de contact en juillet 2011, nous ferons avancer d'autres priorités dans l'optique de moderniser notre système de services aux personnes ayant une déficience intellectuelle :

- en créant un nouveau système d'information pour les points de contact régionaux, qui offrira au ministère et au secteur des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle un outil plus efficace pour la planification des services
- en étendant l'utilisation de la nouvelle trousse de demande, commune à tous, afin de mesurer de façon plus uniforme les besoins en matière de soutien pour les adultes ayant une déficience intellectuelle
- en élaborant des lignes directrices ayant trait à la planification, gérée par la personne, des services et des soutiens, et
- en planifiant un processus qui vise à établir un ordre de priorité pour les demandes de services et de soutiens, et ce, de façon plus juste et plus cohérente pour tous.

Je remercie tous ceux et celles qui ont donné généreusement de leur temps, déployé leur énergie et fait part de leurs connaissances spécialisées. J'ai hâte de travailler avec vous sur notre ambitieux plan de travail. Grâce à votre collaboration, les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle franchiront de nouveaux sommets. Notre stratégie reste tournée vers l'avenir.

Madeleine Meilleur
ministre des Services sociaux et communautaires

Ontario



De nouvelles lois pour une nouvelle année

Dans notre dernier numéro de Point de mire, nous vous avons parlé des organismes qui deviendront les nouveaux points de contact régionaux pour les adultes de l'Ontario ayant une déficience intellectuelle. Dorénavant, en vertu de la *Loi de 2008 sur les services et soutiens favorisant l'inclusion sociale des personnes ayant une déficience intellectuelle*, la ministre des Services sociaux et communautaires, qui a l'autorité de désigner les points de contact régionaux, peut autoriser le ministère à émettre des directives en matière de politiques pour ces points de contact.

D'autres articles de la loi qui sont entrés en vigueur permettront de veiller à ce que les personnes qui bénéficient actuellement - ou qui sont dans l'attente - de services et de soutiens dans le cadre de la *Loi sur les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle* demeurent admissibles à ces services et soutiens, en vertu de la nouvelle loi. Cela veut dire qu'elles n'auront pas à présenter une nouvelle demande ni à confirmer de nouveau leur admissibilité. En assurant le maintien des droits acquis par ces personnes, en vertu de la nouvelle loi, le passage d'une loi à une autre se fera en douceur.

Depuis le 1er janvier, le nouveau règlement sur les mesures d'assurance de la qualité est également entré en vigueur pour les organismes.

« La nouvelle loi exige désormais que les personnes ayant une déficience reçoivent une formation en matière de prévention des mauvais traitements. Généralement, les personnes ayant une déficience sont perçues comme celles qui ont besoin d'être protégées, et non pas comme celles qui peuvent se protéger. Cela a conduit d'autres individus, plus forts, à assumer le rôle de protecteur. Cette loi demande à tout un chacun de considérer les personnes ayant une déficience comme des personnes ayant un rôle à jouer pour se protéger. Elle reconnaît en outre qu'elles ont besoin d'information et de stratégies, d'un langage et d'assurance, d'une voix et d'un pouvoir. »

— Dave Hingsburger, directeur des soutiens cliniques et éducatifs aux Vita Community Living Services

Ce règlement couvre un vaste éventail de domaines, notamment :

- la promotion de l'inclusion sociale, de la liberté de choix, de l'autonomie et des droits; les organismes doivent fournir un soutien pour s'assurer que les personnes ayant une déficience intellectuelle :
  - o participent à la collectivité où elles vivent;
  - o obtiennent l'aide dont elles ont besoin pour prendre des décisions en toute connaissance de cause, et
  - o bénéficient des soutiens dont elles ont besoin pour vivre de façon aussi autonome que possible et avoir davantage de liberté.
- la prévention et le signalement des mauvais traitements; les organismes doivent disposer de politiques et de procédures indiquant qu'aucun type de mauvais traitement ou de négligence ne sera permis. Cela comprend :
  - o la violence physique
  - o la négligence, et
  - o la violence sexuelle.
- les stratégies d'intervention comportementale.

Ces mesures visent non seulement à servir et à protéger les personnes ayant une déficience intellectuelle, mais également à reconnaître que ces personnes peuvent faire des choix pour elles-mêmes et prendre des mesures pour se protéger.

Nous avons reçu une très forte rétroaction concernant ce règlement de la part des fournisseurs de services, des défenseurs autonomes ainsi que des familles, et nous tenons à remercier tous ceux et celles qui ont apporté leur contribution.

Par ailleurs, le règlement sur les mesures d'assurance de la qualité couvre des règles qui s'appliquent aux points de contact régionaux de la province. Les parties du règlement relatives aux points de contact régionaux entreront en vigueur le 1er juillet 2011. Nous vous en parlerons davantage dans un prochain numéro de *Point de mire*.

Stratégie des ressources humaines pour les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle

Promouvoir les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle comme un choix de carrière

La Stratégie des ressources humaines pour les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle (SRHSPDI) continue de faire des progrès significatifs, grâce à la réorganisation des pratiques des ressources humaines dans l'ensemble de l'Ontario. L'objectif est de faire en sorte que les personnes ayant une déficience intellectuelle soient soutenues par le personnel le plus qualifié qui soit.

Voici où les sous-comités en sont avec leurs plans de travail :

Le Comité des normes relatives aux programmes a soumis son rapport au comité directeur. Ce rapport comprend des conseils sur l'établissement de relations entre les organismes et les collèges, de même que des recommandations pour maintenir ces relations.

En tenant compte des recommandations du comité, le ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario a lancé le processus qui vise à examiner les normes du programme Services de soutien à l'intégration en janvier 2011.

Le Comité des meilleures pratiques en RH a élaboré une liste des meilleures pratiques en ressources humaines, qui devra être utilisée par les organismes responsables des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle. Le comité a également présenté un rapport au comité directeur, ainsi que des recommandations sur la manière de mettre en œuvre les meilleures pratiques pour recruter, former, conserver et récompenser les professionnels des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle.

Le Projet pilote des compétences de base s'est achevé en décembre 2010, période à laquelle toutes les compétences de base (aptitudes et valeurs nécessaires pour travailler dans le domaine) ont été mises en œuvre dans les 16 organismes pilotes, sous la direction du **Comité de mise en oeuvre en matière de compétences de base**. Le comité a élaboré des outils et des ressources pour aider d'autres organismes à adopter des compétences de base à partir du printemps 2011, période à laquelle l'initiative sera mise en place à l'échelle de la province.

Le Comité de la formation en organisme a réalisé une analyse de l'étude portant sur la formation et compilé une liste de cours qui seront recommandés dans le cadre d'un programme cohérent de formation en organisme pour les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle en Ontario. Le comité a également conçu un guide de référence qui devra être utilisé par les organismes cherchant à être officiellement reconnus par les collèges en ce qui a trait à la formation en organisme.

Le Comité de la promotion et de la sensibilisation a collaboré avec une firme de marketing afin de concevoir un site Web et des outils de marketing qui pourront être utilisés par tous les organismes de la province, en vue de promouvoir le secteur des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle comme un choix de carrière. Le site Web et les documents de marketing seront lancés au printemps 2011.

Le Comité des intérêts communs en matière de ressources humaines est composé de représentants syndicaux et de représentants de la direction issus d'organismes syndicaux et non syndicaux. Ce mélange de représentants permet de s'assurer que

les préoccupations et les intérêts de tous les intervenants sont représentés. Au cours de ces deux dernières années, le comité a examiné tous les travaux réalisés dans le cadre de la stratégie et donné de la rétroaction au comité directeur, du point de vue des employés de soutien direct. Cette année, le comité examinera les rapports finaux des sous-comités et donnera davantage de rétroaction au comité directeur.

Les recommandations de tous les comités contribueront à donner de l'élan à la SRHSPDI.

La SRHSPDI, un partenariat entre le ministère des Services sociaux et communautaires et le Provincial Network on Developmental Services, est un plan de 10 ans qui vise à améliorer la manière dont nous recrutons, formons et conservons les membres du personnel dans le secteur des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle.

Découvrez une carrière qui a du sens et contribuez à créer un monde meilleur : Les organismes peuvent personnaliser une série d'affiches qui seront disponibles sur le site Web de la SRHSPDI en ajoutant leurs coordonnées. Ces affiches font partie d'une plus vaste campagne qui aidera à promouvoir le professionnalisme dans le secteur des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle.

Point de mire : l'inclusion

Dans ce numéro, nous nous intéressons aux nouvelles opportunités des écoles postsecondaires pour les apprenants adultes ayant une déficience intellectuelle, en promouvant l'inclusion sociale par le biais de la planification gérée par la personne, ainsi qu'un programme résidentiel alternatif.

Nous cherchons toujours de nouvelles idées d'articles, alors si vous avez une idée d'article sur l'inclusion à partager, envoyez-nous un courriel à DStransformation.mcss@css.gov.on.ca.

L'apprentissage inclusif pour les personnes ayant tout type de déficience
— Tracy Ryan, H'art School

Les apprenants adultes de Kingston ayant des déficiences intellectuelle et développementale peuvent désormais assister à des cours offerts par des membres du corps enseignant de l'Université Queen's qui se portent bénévoles pour participer à l'initiative d'apprentissage postsecondaire de la H'art School.

H'art School est un organisme à but non lucratif, établi à Kingston, qui aide les adultes ayant des déficiences intellectuelle et développementale à atteindre leur plus haut potentiel grâce à un apprentissage créatif et inclusif. H'art est convaincu que l'apprentissage postsecondaire inclusif offre une transition naturelle vers l'âge adulte.

Selon un rapport du *Toronto Star*, en Ontario, au moins 1 000 personnes ayant une déficience intellectuelle quittent l'école secondaire chaque année et doivent s'adapter à la vie dans leur collectivité. La transition peut être difficile. En 2003, H'art a commencé à travailler sur son initiative d'apprentissage postsecondaire, dont l'objectif était de faciliter cette transition.

Dans le cadre du programme, les professeurs de Queen's se portent bénévoles et ouvrent leurs salles de classe aux apprenants adultes ayant une déficience intellectuelle afin qu'ils suivent des cours gratuitement. Les apprenants participent avec les étudiants de Queen's, en apportant des modifications au contenu, le cas échéant. Les cours vont de l'histoire de la musique à l'animation par ordinateur, en passant par l'art dramatique et l'éducation artistique.

« Jusque-là, les commentaires indiquent que les étudiants trouvent cette expérience gratifiante. Le jeu en vaut la chandelle. Les apprenants se sentent intégrés à l'université, et nos étudiants estiment que c'est à la fois enrichissant et important de les avoir en salle de classe », a déclaré Steve Elliott, doyen de la Faculté d'éducation de Queen's.

En guise de préparation à la transition, la H'art School offre un programme appelé « H'art Prep ». Ce programme, conçu en partie par les étudiants diplômés de l'école de réadaptation fonctionnelle (School of Rehabilitation Therapy) de Queen's, comprend une phase d'orientation de 10 séances qui ont lieu de septembre à décembre.

Les étudiants de la H'art School à l'Université Queen's

Les apprenants suivent ensuite des cours universitaires de janvier à avril. Il s'agit d'un engagement majeur. Beaucoup d'apprenants suivent jusqu'à 20 heures de cours par semaine. À ce jour, ce sont plus de 21 étudiants et 10 professeurs qui ont participé à l'initiative.

« Je les apprécie en tant que collègues et comme des personnes qui me font apprendre des choses », a déclaré Julie Brook, professeure de musique au niveau élémentaire à la faculté d'éducation.

L'appréciation est mutuelle.

« Je me suis sentie comme une étudiante à Queen's. Je me sens heureuse », a déclaré Karen Olivier, une apprenante de 32 ans atteinte du syndrome de Down qui a assisté à un cours de musique et à un cours d'art dramatique en tant qu'auditrice libre cette année. « Je me suis sentie pleine d'énergie. J'apprends beaucoup de choses sur moi-même. C'est une grande étape pour moi. J'étais étonnée de ce que je pouvais faire. Ça m'a motivée, parce que je songe beaucoup à prendre des cours, à essayer de suivre différents cours. »

Entre les cours, les apprenants peuvent retourner au H'art Prep afin d'obtenir de l'aide pour les devoirs ainsi qu'un soutien social. Ils ont également le choix de participer aux activités du H'art Studio qui développent la littératie et les aptitudes sociales par le biais des beaux-arts.

la suite sur la page suivante ...

Point de mire : l'inclusion

... suite de la page précédente

En prime, cette année, les étudiants de Queen's ont mis sur pied le Social Transition Education Program, ou STEP (programme éducatif de transition sociale), un club d'étudiants dont les membres s'associent aux apprenants pendant la durée de leur apprentissage sur le campus. Ces membres accompagnent les apprenants du H'art à des événements sociaux et scolaires qui ont lieu sur le campus, tout en les encourageant à se joindre à d'autres clubs et organisations universitaires.

« Il a fallu plusieurs années et la bonne volonté de nombreux partenaires communautaires pour mettre en œuvre cette initiative postsecondaire, mais elle pourrait être adaptée facilement dans d'autres collectivités », a affirmé Katherine Porter, directrice exécutive de la H'art School.

« J'espère que cette initiative incitera les gens à apprécier davantage les aptitudes des adultes ayant des besoins particuliers et à rêver en grand », a-t-elle déclaré. « Il est parfaitement sensé que nous agrémentions leur vie de possibilités. »

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la H'art School, rendez-vous à www.kingston.org/hartstudio.

Favoriser l'inclusion sociale par le biais de la planification gérée par la personne

La planification gérée par la personne est une nouvelle catégorie de soutiens et de services et l'une des principales composantes de la nouvelle loi ontarienne sur les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle.

Dans le cadre de notre réorganisation, nous créons un système qui favorise l'inclusion sociale, et la planification gérée par la personne est un des meilleurs moyens pour y parvenir.

Nous avons créé le Fonds d'innovation pour la planification gérée par la personne qui soutient les projets qui feront appel à la planification gérée par la personne au sein des collectivités ontariennes par le biais de :

- **l'établissement de liens au sein de la collectivité** qui contribue à favoriser le sens d'appartenance à une communauté et un esprit citoyen
- **la création de relations** avec des personnes qui peuvent venir en aide à celles ayant une déficience intellectuelle afin de les aider à élaborer, réviser, surveiller et mettre en œuvre leurs plans gérés par la personne pour atteindre leurs objectifs
- **l'amélioration des connaissances du personnel et des membres de la collectivité,** par le biais d'ateliers, de séances d'information et de formation afin que les collectivités prêtent davantage attention à l'autodétermination dans leur réflexion, leurs pratiques et leurs environnements, et

- **le soutien à la planification indépendante et à la facilitation** dans une collectivité, notamment par le biais de la création d'un réseau indépendant de facilitateurs.

Le Fonds soutient de nombreuses idées innovantes, et nous sommes convaincus qu'elles permettront d'améliorer l'inclusion sociale dans l'ensemble de la province.

Par exemple, 64 pour cent des projets couronnés de succès sont organisés en **partenariat** avec des organismes et des organisations qui offrent des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle, notamment :

- les groupes en faveur de l'autonomie sociale (chapitres de Personnes d'abord dans le comté de Lanark, de London et de St. Mary's/Stratford)
- les groupes familiaux (les organismes Families for a Secure Future contribuent à des projets dans les régions du Sud-Ouest et du Centre-Est, tandis que l'organisme Families Matter Cooperative s'est associé à un projet mené par Parrainage civique dans la région de l'Est), et
- d'autres secteurs (l'organisme Community Living Burlington s'associera à l'Association canadienne pour la santé mentale pour mener à bien son projet, tandis que l'organisme South East Grey Support Services s'associe à l'organisme Grey County Housing).

La sélection de l'ensemble des propositions a été faite sur le critère de **l'innovation**. Voici quelques exemples de ces propositions :

- élaborer une approche basée sur la technologie pour la planification gérée par la personne, ce qui permettra aux personnes ayant des compétences en communication très limitées d'améliorer la gestion de leur processus de planification (Reena)
- aider les personnes et les familles à accéder aux services de planification gérée par la personne en langue française en traduisant les outils existants, en élaborant de nouveaux outils et en établissant des relations avec les sources et les services francophones (Rygiel Supports for Community Living et 15 partenaires locaux proposant des soutiens directs ou non)
- une initiative de sensibilisation élaborée par un groupe en faveur de l'autonomie sociale informera les jeunes sur la planification gérée par la personne et l'inclusion sociale (groupe en faveur de l'autonomie sociale Community Living Greater Sudbury)
- améliorer le « TYZE Personal Networks », un outil de réseau social en ligne élaboré par l'organisme PLAN Institute for Caring Citizenship pour aider les adultes ayant une déficience intellectuelle et leurs familles à créer et maintenir des réseaux de soutien gérés par la personne (Thunder Bay Family Network), et
- créer un groupe de travail sur la planification indépendante pour établir une entité de planification indépendante au sein d'une collectivité où elle fait actuellement défaut (Montage Support Services – Toronto).

la suite sur la page suivante ...

Point de mire : l'inclusion ... suite de la page précédente

Organismes et organisations ayant mené des projets couronnés de succès en vertu du Fonds d'innovation pour la planification gérée par la personne (devant prendre fin le 31 mars 2011) :

Responsable du projet	Partenaires du projet
Région du Centre-Est	
Reena (avec la région de Toronto)	
York Support Services Network	Catulpa; Family Services Durham; Tri-County Community Support Services
Simcoe Community Services	E3 Community Services; Community Living Huronia; Community Living South Simcoe
Durham Association Family Respite Services	Durham Family Network
Durham Association Family Respite Services	Families For a Secure Future
Région du Centre-Ouest	
Family Counselling and Support Services	Wellington Steering Group for Independent Facilitation and Planning; Guelph Services for the Autistic; Community Living Guelph Wellington; Trellis Mental Health and Developmental Services; Services à l'enfant et à la famille de Dufferin; Community Living Dufferin
Community Living Burlington	Community Living Oakville and North Halton; Halton Support Services; Bob Rumball Centre; Christian Horizons; Kerry's Place Mental Health; Central West Specialized Developmental Services; Network of Specialized Care; Erin Oak et l'Association canadienne pour la santé mentale – région de Halton
Sunbeam Residential Development Centre (DSAC - Waterloo Region)	
Families for a Secure Future	Brampton Caledon Community Living
New Story Group	Extend A Family

Responsable du projet	Partenaires du projet
Région de l'Est	
Community Living Dundas County	Service Coordination Committee of Stormont, Dundas and Glengarry
Parrainage civique d'Ottawa	Families Matter Cooperative
Institut Valor	
Région de Hamilton/Niagara	
Mainstream: An Unsheltered Workshop	Centre de counselling familial – Programme de protection des adultes; Bethesda; Christian Horizons; Community Living Fort Erie; Community Living Grimsby, Lincoln and West Lincoln; Community Living Port Colborne / Wainfleet; Community Living St. Catharines; Community Living Welland / Pelham; Niagara Support Services; Niagara Training and Employment Agency
Rygiel Supports for Community Living	Beth Tikvah; Service familial catholique; CHOIX; Christian Horizons; Community Living Hamilton; RESSOURCE Hamilton for Children's and Developmental Services; Centre de counselling familial de Brant; Hamilton Health Sciences Centre; L'Arche Hamilton; Rygiel Supports for Community Living; l'Armée du Salut, Lawson Ministries; Southern Network of Specialized Care; Twin Lakes Clinical Services; Woodview Manor; YWCA Hamilton
Community Living Brant	
Community Living Access Support Services	Community Living Haldimand; Association de la vie communautaire de Norfolk; Haldimand Norfolk REACH

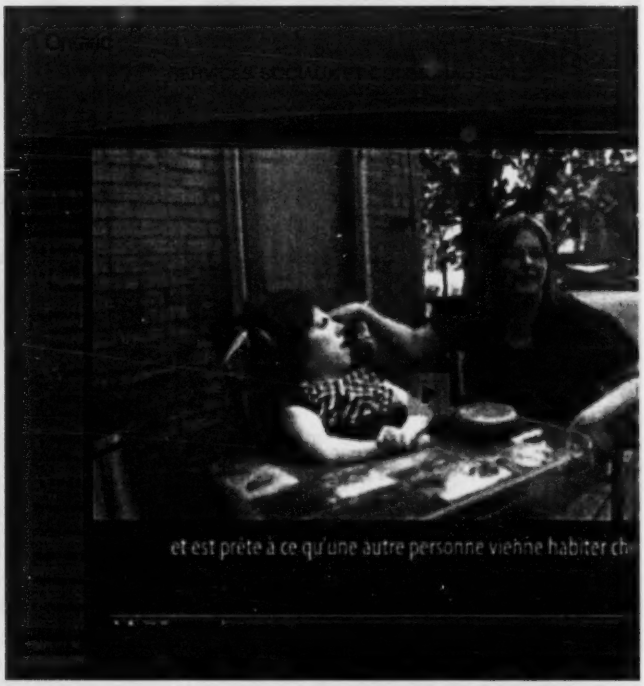
la suite sur la page suivante ...

Responsable du projet	Partenaires du projet
Région du Nord-Est	
Community Living Parry Sound (avec la région du Sud-Est)	Helen Sanderson Associates Canada; The Mills
Community Living Timmins Integration Communautaire	
Independent Planning and Facilitation Steering Committee	Community Living Parry Sound; Community Living Hunstville; Community Living West Nipissing
Région du Nord	
Lake of the Woods Child Development Centre	
Community Living Algoma	Mr. Kees Van Frankenhuyzen & The Council of Community Living Algoma
Community Living Greater Sudbury Advocates Group	
Thunder Bay Family Network	
Région du Sud-Est	
North Hastings Community Integration Association	
The Mills Community Support Corporation (avec la région du Nord-Est)	Community Living Parry Sound; Helen Henderson Associates Canada
Community Living Kingston	Christian Horizons; Dual Diagnosis Community Outreach Team; Community Living North Frontenac; Counselling Services of Belleville and District; Extend-A-Family; Ongwanada; Pathways to Independence; Third Party Planning Kingston; Specialized Network; Kingston Credit Counselling; Services à l'enfant et à la famille de Lennox et d'Addington

Responsable du projet	Partenaires du projet
Community Living Lanark County	Community Living North Grenville; Brockville and District Association for Community Integration; Association de la vie communautaire de Gananoque et de son district; Personnes d'abord du comté de Lanark
Région du Sud-Ouest	
South East Grey Support Services	Grey-Bruce Health Services; APSW Program; Grey Housing; Regional Support Associates; Family member; Self Advocate; Family Home Program; Southern Network of Specialized Care; Keystone Child Youth and Family Services
Community Living St. Mary's	Community Living Stratford; Community Living North Perth; L'Arche Stratford; People First; Self Advocates; Parents in Perth
Family Service Thames Valley	
Steering Group London and Area (financier : New Frontiers Support Services)	New Frontiers Support Services; Family Network; Personnes d'abord; Alice Saddy; Participation House; Autism; Thames Valley Family Service; Programme foyer-famille; Modeling Community Change and Innovation Project
Windsor Essex Brokerage	Family Network; Family Service Windsor; Community Living Windsor; Families for a Secure Future
Family Service Kent	Centre de counselling familial de Lambton; Self Advocate; Family Network
Région de Toronto	
Reena (avec la région du Centre-Est)	
Geneva Centre for Autism	Autism Ontario; PLAN Toronto
Family Service Toronto	Corbrook; Operation Springboard; Griffin Centre; Jewish Vocational Services; Montage Support Services
Montage Support Services	

la suite sur la page suivante ...

Visionnez nos vidéos



Aider les personnes ayant une déficience intellectuelle à vivre de manière plus autonome

Lisa habite avec Steve et Shirl Currie à Sault Ste. Marie depuis environ 11 ans. Lisa, qui a une déficience intellectuelle et est non verbale, s'est installée dans la maison des Currie grâce au programme de foyers communautaires (Community Homes Program) de l'organisme Community Living Algoma.

Ce programme offre une solution de rechange aux milieux résidentiels traditionnels comme les foyers de groupe. Il fournit du soutien de type familial aux adultes ayant une déficience intellectuelle qui désirent vivre de façon autonome, mais qui ne peuvent vivre dans leur propre appartement. Les fournisseurs d'un foyer permettent aux personnes de vivre de façon plus autonome dans la collectivité, dans un milieu familial conventionnel offrant le soutien familial habituel, comme la préparation des aliments.

Il s'agit d'une expérience formidable pour tout le monde. Visitez notre site Web pour en savoir plus sur l'histoire de Lisa : http://www.mcss.gov.on.ca/fr/mcss/about/stories/lisa.aspx.

Quelles mesures avez-vous prises pour aider les personnes ayant une déficience intellectuelle à se mettre en rapport avec leur communauté et à développer un plus grand sentiment d'appartenance? Racontez-nous votre histoire.
Courriel : DStransformation.mcss@css.gov.on.ca

Un accès à guichet unique pour les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle

Service Coordination des services sera le point de contact régional dans l'Est de l'Ontario

Nous sommes ravis d'annoncer qu'à la suite d'un processus de sélection concurrentiel, le ministère a choisi Service Coordination des services pour servir de point de contact régional aux adultes ayant une déficience intellectuelle qui vivent dans l'Est de l'Ontario. Les régions desservies dans l'Est de l'Ontario comprennent : Cornwall, Ottawa, Carleton, Prescott-Russell, Renfrew, Stormont, Dundas et Glengarry.

Le point de contact offrira de l'information sur les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle, confirmera leur admissibilité aux services et aux soutiens, déterminera les besoins en matière de services et de soutiens, et mettra les personnes en relation avec les services et les soutiens disponibles dans l'Est de l'Ontario.

Il existe huit autres points de contact régionaux qui sont répartis dans l'ensemble de la province. Nous avions annoncé les noms des organismes chefs de file pour ces points de contact en novembre 2010.

Ces points de contact, qui seront officiellement nommés Services de l'Ontario pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, seront inaugurés en juillet 2011. Ils constituent une partie majeure du plan de l'Ontario visant à moderniser les services et les soutiens offerts aux personnes ayant une déficience intellectuelle.

Merci à tous les organismes qui ont répondu à notre appel et exprimé leur intérêt, et félicitations à Service Coordination des services.

POINT DE MIRE
la réorganisation
Numéro 23 • février 2011

Ministère des Services sociaux et communautaires

Direction des services communautaires et des politiques en matière de déficience intellectuelle

Tél. : 416 327-4954

Télec. : 416 325-5554

Tél. sans frais : 1 866 340-8881

Télec. sans frais : 1 866 340-9112

Courriel : DStransformation.mcss@css.gov.on.ca

Ce bulletin est aussi offert en ligne à : www.ontario.ca/communautaires